

27 avril 2022 : point presse du département Moyen-Orient et Asie centrale Jihad Azour

Directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Merci de vous joindre à nous. Cette année, nos réunions de printemps se sont déroulées dans un climat d'incertitude, sachant que la guerre en Ukraine et les sanctions imposées à la Russie ont d'importantes retombées économiques sur la région Moyen-Orient et Asie centrale. Nos *Perspectives économiques régionales* se penchent sur la manière dont ces retombées et les autres tendances à l'œuvre à l'échelle mondiale influent sur les perspectives pour notre région :

1. La reprise et les difficultés

L'an dernier, la reprise économique dans la région Moyen-Orient et Asie centrale a été plus solide que prévu, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure. La croissance du PIB réel a été revue à la hausse, à 5,8 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et à 5,6 % dans la région Caucase et Asie centrale. Cependant, l'inflation s'est aussi envolée et reste élevée. Cela a réduit la marge de manœuvre de la politique monétaire des pays au moment où l'accroissement de la dette publique après la pandémie pesait déjà sur la politique budgétaire.

Début 2022, le variant Omicron s'est propagé rapidement dans toute la région. Le nombre de contaminations à la COVID-19 a augmenté brutalement de façon temporaire dans la plupart des pays. Toutefois, cette nouvelle vague a causé moins de décès et aucune restriction générale des déplacements n'a été imposée.

2. Un nouveau choc

Par la suite, en février, la guerre en Ukraine a vite fait sentir ses effets sur les marchés financiers et des produits de base internationaux : elle a provoqué une dégradation des perspectives de croissance et d'inflation, et accentué encore une incertitude déjà grande.

Compte tenu de leurs étroits liens commerciaux et financiers avec la Russie et de leur dépendance à l'égard des envois de fonds et du tourisme, les pays de la région Caucase et Asie centrale figurent parmi les plus sensibles aux répercussions de la guerre. Les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont eux aussi exposés à travers les cours des produits de base et les circuits financiers internationaux, ainsi que via leur dépendance à l'égard des importations de blé.

3. Les perspectives pour 2022

La guerre en Ukraine devrait dominer les perspectives pour 2022. Elle vient s'ajouter à des circonstances défavorables, à savoir la normalisation de la politique monétaire plus rapide que prévu dans les pays avancés et le ralentissement en Chine, qui est un grand marché d'exportation pour bon nombre des pays exportateurs de pétrole de la région.

Nous tablons sur une croissance du PIB réel de 5 % en 2022 dans la région MOAN. Si cette prévision a été revue à la hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à octobre, elle cache de grandes disparités entre les pays. En effet, les pays exportateurs de pétrole bénéficient d'une révision à la hausse sous l'effet d'une augmentation des prix de l'énergie et de la production conformément à l'accord des

pays de l'OPEP+, tandis que les pays émergents, les pays à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu pâtissent pour la plupart d'une révision à la baisse.

Dans la région CAC, selon les projections, la croissance du PIB réel s'établira à 2,6 % en 2022, soit un recul de 1,5 point de pourcentage par rapport aux chiffres d'octobre, ce qui s'explique par l'impact prononcé de la guerre en Ukraine sur les pays de cette région.

Les perspectives risquent davantage d'être révisées à la baisse, notamment en cas de guerre de longue durée et de nouvelles sanctions imposées à la Russie. Cela fait naître des craintes à l'égard de l'insécurité alimentaire et le risque de troubles sociaux ; d'un resserrement plus important que prévu des conditions financières mondiales, qui pourrait donner lieu à des sorties de capitaux ; d'une inflation persistante ; et d'un ralentissement plus marqué en Chine.

4. Les mesures à prendre pour s'engager sur une trajectoire de croissance plus solide

Cet environnement difficile et les incertitudes pour l'avenir sont à l'origine d'arbitrages extraordinairement complexes, surtout pour les pays importateurs de pétrole qui ont une marge d'action restreinte. Comment les pays peuvent-ils réussir ces arbitrages tout en s'employant encore à régler les problèmes à long terme ?

À court terme, les pays devraient réfléchir à plusieurs priorités d'action. En premier lieu, ils devraient se pencher sur un ajustement de la politique monétaire en fonction de la situation de chacun afin de juguler l'inflation et d'éviter de compromettre la reprise. Compte tenu de la volatilité des marchés, ils devraient laisser les taux de change s'ajuster, en intervenant uniquement pour éviter toute perturbation des marchés.

Concernant la politique budgétaire, les pays exportateurs de pétrole ont la possibilité de reconstituer leur marge de manœuvre. Dans les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire qui ont un espace budgétaire restreint, un rééquilibrage budgétaire propice à la croissance qui privilégie la santé, les dépenses sociales et l'investissement sera indispensable.

Il est capital de faire face à la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie. Tout en autorisant une augmentation progressive des prix intérieurs, les pays devraient en contrepartie accorder aux ménages et entreprises vulnérables des transferts transparents, temporaires et ciblés. Une coopération internationale sera tout aussi importante pour éviter une crise alimentaire qui pourrait aggraver la situation déjà très précaire dans laquelle se trouvent les pays à faible revenu.

Pour emprunter le chemin de la reprise, il faut continuer à combattre efficacement la pandémie. C'est pourquoi il convient de redoubler d'efforts à l'échelle mondiale et régionale afin d'offrir un accès équitable à un large éventail d'instruments de lutte contre la COVID-19.

Étant donné la marge d'action restreinte, des réformes structurelles deviennent encore plus importantes pour éviter les séquelles de la pandémie et de la guerre et garantir une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

Parmi les priorités concrètes figurent le redéploiement des dépenses publiques vers des dispositifs de protection plus étoffés et mieux ciblés, pour accompagner le retrait des mesures d'aide ; l'augmentation de la capacité à générer des recettes pour assurer la viabilité des finances publiques ; la promotion du secteur privé et la réduction du poids de l'économie informelle en vue de favoriser la croissance et

l'inclusion ; et l'adaptation aux changements climatiques. Je vous encourage à lire l'étude que notre département a publiée récemment sur les grands enjeux climatiques pour la région et sur l'adaptation en tant que composante potentielle d'une stratégie globale en faveur du climat.

Le FMI poursuit sa collaboration étroite avec la région : il a prodigué des conseils et une assistance technique et octroyé 20 milliards de dollars de financements à la région Moyen-Orient et Asie centrale depuis le début de la pandémie. Le FMI a aussi procédé à une allocation de droits de tirage spéciaux à hauteur de 49,3 milliards de dollars pour compléter les avoirs de réserve de la région, ce qui aidera les pays à venir à bout des arbitrages. Le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, qui a été approuvé récemment par le FMI et permettra d'affecter les ressources aux pays qui en ont le plus besoin, pourrait aussi contribuer à cet effort.

Le mois prochain, nous organiserons un événement virtuel mettant en lumière la région MENA, et j'ai hâte de visiter la région CAC afin de présenter plus en détail les conclusions de ce rapport sur les *Perspectives économiques régionales* ainsi que leurs implications pour les pays qui continuent à œuvrer pour une reprise transformatrice.

Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.